

Changement climatique et engagement :

Quel équilibre entre nos actions personnelles et la définition d'un nouveau projet humain ?

Une lecture croisée du rapport GIEC à 1,5° et de l'encyclique Laudato Si



Source: COO Creative Commons

| Anne Berger¹

Novembre 2018

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

¹ Volontaire chez Entraide et Fraternité.

Devant les dangers du changement climatique et l'ampleur des difficultés économiques et sociales auxquelles nos sociétés font face, nous sommes nombreux à nous interroger sur l'attitude à adopter. À l'occasion de la sortie du rapport du GIEC 2018 sur le réchauffement à 1,5°, Entraide et Fraternité a voulu se pencher sur ses conclusions et les mettre en résonance avec l'encyclique Laudato Si du pape François.

Des constats toujours plus alarmants

À l'issue de la COP 21 en 2015 à Paris, les États ont signé un accord pour s'engager à contenir l'élévation de la température moyenne en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C². Le récent rapport spécial du GIEC³ sur le réchauffement à 1,5° cherche à identifier le niveau auquel les émissions mondiales devraient être ramenées en 2030 pour contenir l'élévation de température en-dessous de 1,5°C.

Les constats de ce rapport sont clairs : les activités humaines ont provoqué un réchauffement de la planète d'environ 1,0°C supérieur aux niveaux préindustriels. Il se poursuit actuellement à un rythme d'environ 0,2°C par décennie⁴ et cela pourrait signifier un réchauffement de 3°C à la fin du siècle⁵.

L'encyclique *Laudato Si* publiée la même année dresse un tableau sans appel du réchauffement climatique et de ses multiples conséquences sur les écosystèmes et la vie humaine. Le pape nous invite à voir ce problème majeur dans une réalité plus large en rappelant de nombreux autres défis environnementaux et sociaux tels que la pollution liée à la surabondance des déchets, la pollution des ressources hydriques, la perte de la biodiversité et le creusement des inégalités sociales.

Dès 1972, le rapport commandé par le Club de Rome « The limits of growth⁶ » mettait en exergue le fait que la croissance économique ne pourrait continuer indéfiniment compte tenu de la limitation des ressources naturelles. 46 ans plus tard, nous faisons face à ces constats

² Pour consulter le positionnement d'E&F sur les résultats de la CoP 21, voir l'analyse de Maxime Caudron, « CoP21 : un bilan mitigé », avril 2016, disponible sur : <https://www.entraide.be/Cop-21-un-bilan-mitige>

³ Le GIEC est un groupe de scientifiques et d'experts, créé en 1988 en vue de fournir des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles sur les écosystèmes et les sociétés humaines et les stratégies de parade. Source : www.ippch.org

⁴ Plateforme wallonne pour le GIEC (2018). « Le rapport spécial du GIEC : réchauffement planétaire à 1,5° » Lettre n°11 octobre 2018.

⁵ Carbon4, *le rapport spécial 1,5° du GIEC : décryptage des messages-clés*, (page consultée le 30 octobre 2018), <http://www.carbone4.com/?s=rapport+GIEC>

Carbon4 est un cabinet de conseil spécialisé dans la stratégie bas carbone et l'adaptation au changement climatique, cofondé par l'expert français JM. Jancovici.

⁶ Donella H. MEADOWS, Dennis L. MEASDOWS, Jørgen RANDERS, William W. BEHRENS, *the limits of growth*, 1972.

alarmants. La sonnette d'alarme est tirée un peu plus fort à chaque COP mais les réactions ne semblent jamais à la mesure des enjeux. Le pape François parle ainsi d'une « joyeuse irresponsabilité », devant laquelle certains peuvent se sentir désemparés voire scandalisés.

Deux approches complémentaires

Avec des approches différentes, le rapport du GIEC et l'encyclique nous permettent de dresser un tableau des raisons à l'origine de cette situation et de l'avenir d'une planète en surchauffe.

Élaboré par des experts, le rapport s'attarde sur les principales différences entre un réchauffement à 1,5° et un réchauffement à 2°, en examinant les impacts sur différents motifs de préoccupation (inondations, perte des coraux, réduction des récoltes agricoles, ...). Il en ressort que « les risques associés à un réchauffement de 1,5° seraient sensiblement réduits par rapport à une hausse de 2°C: 10 millions de personnes impactées par la montée des eaux en moins ; la préservation de 1,5 à 2,5 millions de km² de permafrost⁷ avec des implications importantes en termes de stockage de méthane ; une population exposée aux pénuries d'eau deux fois moindre; une différence importante en termes de biodiversité ou d'acidification des océans⁸. Le rapport conclut que les trajectoires d'émissions conformes aux engagements actuellement pris pour 2030 dans le cadre de l'accord de Paris ne permettraient pas de limiter le réchauffement à 1.5°C, même dans le cas d'une augmentation des ambitions après 2030⁹. Face à ces prédictions, le citoyen peut se sentir perplexe : ce nouveau rapport démontre que les engagements de la COP 21, qui avaient suscité beaucoup d'espoir, ne suffisent pas si on souhaite confiner les impacts du réchauffement dans des limites « raisonnables ».

Le rapport s'attache ensuite à définir différents scénarios en vue de limiter le réchauffement à 1,5° et d'éclairer les décideurs politiques. « Chacun d'eux représentent un équilibre différent entre la réduction de l'usage d'énergie et de ressources, la baisse de la teneur en carbone de l'énergie et le recours au captage de CO₂. Le rapport conclut que limiter le réchauffement à 1.5 °C implique de réduire les émissions mondiales de CO₂ d'environ 45 % en 2030 par rapport à 2010 et d'atteindre des émissions nettes nulles vers 2050. Cela nécessite des transitions rapides et d'une envergure sans précédent dans les systèmes énergétiques, industriels, urbains et d'infrastructure et dans l'usage des sols »¹⁰.

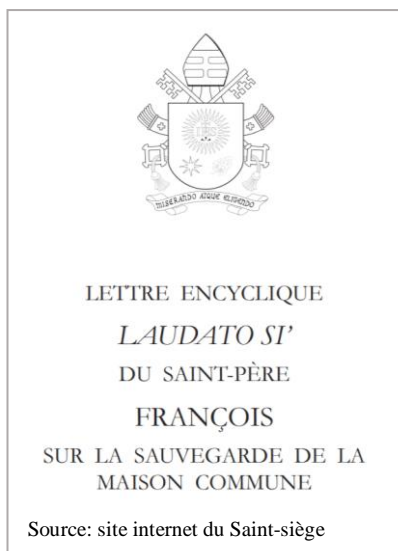
⁷ Le permafrost est la partie du sol qui reste gelée toute l'année. Ce sol gelé renferme une grande quantité de carbone qui serait relâché dans l'atmosphère en cas de dégel, notamment sous forme de méthane, gaz ayant un effet de serre bien supérieur au dioxyde de carbone.

⁸ Carbon4, *le rapport spécial 1,5° du GIEC : décryptage des messages-clés*, (page consultée le 30 octobre 2018), <http://www.carbone4.com/rapport-special-15c-giec-decryptage-message-cles/>

⁹ Plateforme wallonne pour le GIEC (2018). « Le rapport spécial du GIEC : réchauffement planétaire à 1,5° » Lettre n°11 octobre 2018.

¹⁰ Plateforme wallonne pour le GIEC (2018). « Le rapport spécial du GIEC : réchauffement planétaire à 1,5° » Lettre n°11 octobre 2018.

La question de l'équilibre entre réduction des émissions et utilisation des technologies de captage-stockage¹¹ du carbone est essentielle. En effet « le développement de ces méthodes fait face à de multiples contraintes techniques mais aussi sociales et environnementales (utilisation des sols, re- ou afforestation, risque sur la biodiversité et la sécurité alimentaire)¹² ». Entraide et Fraternité considère que se reposer sur des solutions technologiques pour régler le problème du changement climatique représente une fausse solution qui ferme les yeux sur les causes du problème. Cela reviendrait à occulter le fait que ce dernier est en grande partie dû à une organisation économique délétère et au fait que le progrès technologique a été considéré pendant plus de deux siècles comme l'unique vecteur du développement humain. L'encyclique explique d'ailleurs amplement cette relation.



Laudato Si part de la crise environnementale actuelle pour interroger le lecteur sur la place de l'être humain dans son environnement naturel et social. L'encyclique questionne ainsi le modèle de développement et la conception d'un individu vu comme indépendant de son environnement. Alors que le GIEC s'attache à la prospective, l'encyclique prend le temps d'examiner les racines de la crise actuelle.

Après avoir rappelé une évolution vieille de plusieurs siècles avec le développement des sciences de la nature et la révolution industrielle, le pape explique que le développement des technologies et des sciences dures a développé des modes de pensée qualifiés de « paradigme technocratique », qui tend à considérer la réalité comme un pur objet. La nature mais également la vie sociale et l'être

humain sont devenus progressivement de simples objets à dominer pour satisfaire nos désirs. Le développement des sciences dures mais aussi des sciences humaines sur le même modèle ont aussi contribué à fragmenter notre vision des relations entre les choses et les êtres.

L'humain devenant un objet d'étude, « la personne humaine est considérée comme un être parmi d'autres, la conscience de sa responsabilité risque de s'atténuer » (117)¹³. Du même coup, la dignité propre de chaque personne s'en trouve minimisée. Paradoxalement, au cours de l'histoire, l'individu s'affirme comme entité autonome, « se met lui-même au centre et finit par donner la priorité absolue à ses intérêts de circonstance », la satisfaction de ses désirs étant alimentée par les multiples avancées technologiques. On comprend alors aisément l'impact d'un tel état d'esprit sur l'environnement naturel et social. Pour Benoit XVI, on marche sur la tête : comme il exploite et détourne la nature, l'humain se détourne et pervertit aussi sa nature profonde.

¹¹ Principalement captation du carbone sur les unités de production d'énergie et séquestration géologique du carbone et afforestation (fait de reboiser).

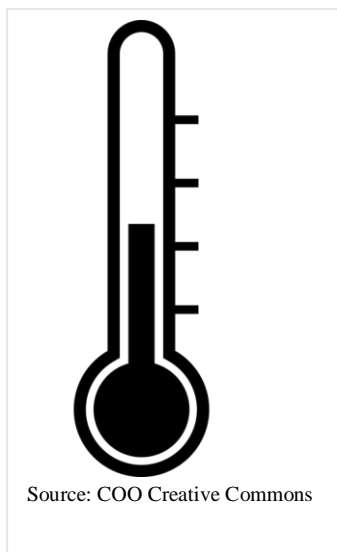
¹² Carbon4, *le rapport spécial 1,5° du GIEC : décryptage des messages-clés*, (page consultée le 30 octobre 2018), <http://www.carbone4.com/rapport-special-15c-giec-decryptage-message-cles/>

¹³ Les numéros font référence aux paragraphes de l'encyclique.

Avec ces constats partagés et ces approches complémentaires, Entraide et Fraternité souhaite joindre sa voix à celle du GIEC et du pape François pour appeler à des changements fondamentaux collectifs.

Une exhortation commune pour un changement de fond

Pour limiter le réchauffement à 1,5°, le rapport du GIEC appelle à une révolution sans précédent des modes de production d'énergie, de production alimentaire, industrielle, des modes de vie... Notre objectif n'est pas ici de résumer toutes les recommandations concrètes du rapport, mais il nous paraît intéressant de noter combien le changement invoqué doit être large. Tous les aspects de la vie en société sont concernés (vie économique, sociale, institutionnelle, politique) et à tous les niveaux (personnel, local, national, international). Ces changements de fond demandent un effort jamais-vu de gouvernance, de planification et d'innovation et ne peuvent se passer d'initiatives politiques à tous les niveaux, notamment international.



Le rapport met largement en avant les synergies entre d'une part, la réduction de la demande en énergie et la baisse de sa teneur en carbone, et d'autre part l'atteinte des objectifs de développement du millénaire. En écho à *Laudato Si*, une large place est laissée dans le rapport aux objectifs de réduction de la pauvreté et à la nécessité de se focaliser sur les plus pauvres, car ce sont eux qui risquent le plus face au réchauffement. C'est la mission que s'est donnée Entraide et Fraternité, en soutenant par exemple la résilience de l'agriculture paysanne dans certaines régions touchées par le réchauffement. Le rapport incite aussi à « profiter » du défi climatique pour laisser place au débat de valeurs et à la redéfinition des projets de société : « Identifier et tracer des trajectoires inclusives et socialement acceptables vers un futur sans carbone au climat résilient est une mission capitale faite

d'efforts, de défis pratiques, moraux et politiques et d'inévitables compromis. Elle demande concertation et négociation sur les valeurs sociales, la notion de bien-être, les risques et la résilience, pour choisir in fine ce qui est juste et désirable et pour qui ».

Ce questionnement sur les valeurs fait écho aux réflexions de l'encyclique sur la place de l'Homme dans son environnement naturel et social. François va plus loin, sa philosophie d'écologie intégrale incite l'humain à rechercher l'harmonie non seulement avec son environnement naturel mais aussi avec lui-même, avec ses semblables et avec Dieu. Cet idéal est fondé sur trois convictions majeures :

- Tout est don : la terre et l'humain lui-même. « Non seulement, la terre a été donnée par Dieu à l'homme¹⁴, qui doit en faire usage dans le respect de l'intention primitive,

¹⁴ Nous avons la conviction que ce message peut être reçu par un non-croyant : la terre se serait donnée elle-même aux humains.

bonne, mais l'homme, lui aussi, est donné par Dieu, à lui-même et il doit respecter la structure naturelle et morale dont il a été doté » (115)

- Dans la vie sociale, les sujets ne peuvent être conçus comme isolés les uns des autres et il est essentiel de se forger une vision globale. « Nous et tous les êtres de l'univers, sommes unis par des liens invisibles, et formons une sorte de famille universelle, une communion sublime qui nous pousse à un respect sacré, tendre et humble ».
- L'humain a une valeur et une place particulière sur la terre, il est l'administrateur, le gérant de cette réalité et doit en respecter la nature profonde.

Pour François tout commence par l'attention aux plus faibles : « quand on ne reconnaît pas dans la réalité même, la valeur d'un pauvre, (...) d'une personne vivant une situation de handicap, (...), on écouterait difficilement les cris de la nature elle-même » (117).

Sur ces bases, le pape nous invite à nous positionner sur le « projet humain » et propose une rupture radicale par rapport à l'héritage laissée par la technocratie et l'individualisme.

Le rapport du GIEC préconise un changement draconien, inédit et immédiat qui semble irréaliste, voire décourageant quand on voit les remises en question de l'accord de Paris, l'inertie des décisions, les intérêts divergents et les multiples lobbys, le repli identitaire et le manque de solidarité internationale de certains pays. L'ampleur de ces changements et l'idéal proposé François nous semblent vertigineux et nous font peur. La peur paralyse... ou pousse à agir, si on parvient à l'appivoiser.

Quel sens donner à l'action personnelle et citoyenne ?

Beaucoup d'entre nous cherchent à changer leurs habitudes en vue de contribuer à une évolution plus large autour d'eux. Les exemples de ces initiatives individuelles ou collectives abondent : consommation responsable, limitation des déchets, actions locales dans la vie de quartier, projets divers d'entrepreneuriat social, apprentissage de nouveaux modes de communication bienveillants...

Leur mise en valeur, notamment sur les réseaux sociaux, alimente l'impression que grâce à elles-seules on peut « changer le monde ». Mais ces projets ne risquent-ils pas d'être de jolis arbres roses qui cachent cette forêt bien sombre qui nous fait peur ? Certaines de ces initiatives sont promues largement par diverses entités parapubliques. Cela va dans le bon sens, mais il serait dangereux d'estimer implicitement que le changement ne repose que sur les individus-citoyens et passer sous silence la responsabilité immense des institutions politiques et économiques, voire les dédouaner de leur manque d'ambition et leurs compromis¹⁵. Enfin, l'optimisme ambiant qui entoure ces initiatives n'aiderait-il pas à empêcher la chute libre du fameux « moral des ménages » devant l'ampleur du désastre qui se déroule sous nos yeux aveuglés, et par conséquent, à préserver la sacro-sainte (sur)consommation, pilier du système économique à l'origine de ce désastre ?

¹⁵ Voir l'analyse d'Entraide et Fraternité : Hélène Capocci, « les ambiguïtés de la responsabilité individuelle », avril 2015, disponible sur : <https://www.entraide.be/Les-ambiguites-de-la>

Face à ces interrogations, nous pouvons trouver un éclairage dans l'encyclique sur le sens à donner à nos engagements. Ces derniers nous aident avant tout à reprogrammer notre « logiciel interne, à nous changer profondément de l'intérieur : « opter de nouveau pour le bien et se régénérer au-delà de tous les conditionnements mentaux et sociaux (...) et initier de nouveaux chemins vers la vraie liberté » (205). Pour Entraide et Fraternité, ces engagements sont également vocation à servir d'exemples et ont une vertu éducative. Par l'exemple, une nouvelle dynamique pourra s'enclencher : « ces actions engendrent un bien qui a tendance à se répandre parfois de façon invisible » (221). Enfin ces projets redonnent foi dans la capacité de l'humain à réagir, elles recréent « le sentiment de notre propre dignité ».

L'attrait de ces initiatives citoyennes et l'enthousiasme qu'elles suscitent ne doivent pas nous faire oublier l'urgence de la situation et la nécessité de réponses fortes, concertées et globales. Elles ne sauraient donc s'envisager comme indépendantes d'actions plus politiques, telles que le vote, les pétitions, les interpellations, pour favoriser des mesures structurelles portées par les institutions. Ainsi l'initiative récemment lancée par les *youtubeurs* français « on est prêts » incite à partager chaque jour une petite action en faveur du climat. En parallèle le mouvement *Claim the Climate*, a proposé une mobilisation mensuelle pour interpeller les politiques en vue de la COP24 qui se tiendra le 9 et 10 décembre 2018 en Pologne. La marche du 2 décembre 2018 en sera le point d'orgue : une occasion à ne pas rater pour ajouter une dimension politique à nos actions personnelles !

Devant des constats alarmants et un appel à changer en profondeur notre mode de vie, nos façons d'être et de penser ainsi que le projet de nos sociétés, nous pouvons nous sentir dépassés, tétanisés même. Grande est la tentation de se dire « je n'y peux rien » et de se replier sur soi. On peut cependant choisir d'agir à son niveau, tout en cultivant la conscience que ces actes s'inscrivent dans une dynamique beaucoup plus large et en gardant l'humilité d'accepter que la portée de nos actions reste limitée. Pour continuer à agir, sans se décourager, on peut alors choisir de poser un acte de foi en l'humain qui « trouve toujours de nouveaux chemins » (245), comme nous le propose François dans les dernières lignes de l'encyclique : « Que nos luttes et notre préoccupation pour cette planète ne nous enlèvent pas la joie de l'espérance » (244).

